



SYNDICAT MIXTE des PORTS du BASSIN d'ARCACHON **Conseil Syndical du 17 décembre 2020**

Délibération n° : 29-2020

Objet : Création d'emplois non permanents au tableau des effectifs non permanents pour un accroissement saisonnier d'activité (délibération ponctuelle – article 3-2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifié) pour l'année 2021.

Conformément à l'article 34 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement ;

Il appartient donc au Conseil Syndical de fixer l'effectif annuellement des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services ;

Conformément à la rubrique 210 de la nomenclature annexée à l'article D1617-19 (décret 2016-33 du 20/01/2016) du Code Général des Collectivités Territoriales fixant la liste des pièces justificatives afférentes à leurs dépenses et pour faire suite à la demande du Trésorier Principal d'Audenge alertant sur la nécessité de délibérer ponctuellement dans le cadre de la création d'emplois non permanents pour un accroissement saisonnier d'activité, et ce en dépit d'une délibération de principe autorisant ce type de recrutements ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale, et notamment son article 3-2° ;

Vu la délibération de principe n°35-2017 en date du 8 décembre 2017 autorisant le recrutement d'agents contractuels pour faire face à un besoin lié à un accroissement saisonnier d'activité, au titre de l'article 3-2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée ;

Considérant qu'à la demande du Trésor Public en date du 4 mai 2018, il convient de délibérer désormais pour toutes les créations d'emplois non permanents pour un accroissement saisonnier d'activité pour l'année 2021.

Considérant qu'en raison d'un accroissement d'activité et afin d'assurer le bon fonctionnement du Pôle Gestion Portuaire , il y a lieu de créer 1 emploi non permanent de responsable du Bureau Technique de la Gestion Portuaire au grade de Technicien Principal de 2ème classe (catégorie B) pour un accroissement saisonnier d'activité, à temps complet dans les conditions prévues à l'article 3-2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, à savoir par le biais d'un contrat d'une durée maximale de 6 mois pendant une même période de 12 mois consécutifs.

Considérant qu'il est nécessaire de recruter un contractuel pour faire face à des besoins liés à un accroissement saisonnier d'activité pour assurer des missions de responsable du Bureau Technique de la Gestion Portuaire ;

Cette délibération a donc pour objectif de valider le tableau des effectifs non permanents actualisé. Ce dernier annexé à la présente délibération vise à répondre aux besoins du SMPBA en terme de ressources.

Décision :

Le conseil syndical du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon réuni le 17 décembre 2020:

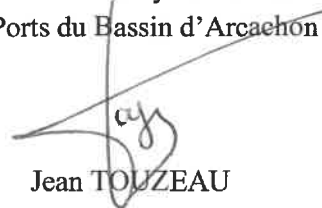
- Décide la création au tableau des effectifs non permanents du SMPBA d'un poste de responsable du Bureau Technique de la Gestion Portuaire au grade de technicien principal de 2^{ème} classe de la catégorie B de la filière technique pour un accroissement saisonnier d'activité à temps complet appartenant au cadre d'emplois des techniciens territoriaux ;
- Dit que la rémunération de cet agent contractuel, ci-dessus cité, sera fixée sur la base des grilles indiciaires en vigueur relevant du grade des cadres d'emplois des techniciens territoriaux ,
- Adopte le tableau des effectifs non permanents actualisé, tel que présenté, ci-après à la date du présent conseil syndical ;

Les crédits correspondants sont inscrits au budget ;

Les dispositions de la présente délibération prendront effet à compter de la date du présent conseil syndical.

Fait et délibéré à Audenge, le 17 décembre 2020.

Le Président du Syndicat Mixte
des Ports du Bassin d'Arcachon



Jean TOUZEAU

Le Président,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa réception par le représentant de l'État et sa publication.